

Remarquez bien: "la majorité des électeurs".

Il (cet état de choses) abaisse la Chambre des communes au niveau d'un parlement burlesque. Des hommes d'Etat patriotes n'ont pas le droit d'infliger cette insulte à un grand pays. L'indépendance et la liberté d'action en souffrent.

Et aujourd'hui ce parlement burlesque prévu alors par l'honorable député, est devenu une réalité et dans un tel parlement, il défend les actes de son gouvernement burlesque. Mais il ne s'arrêtait pas là, il ajoutait:

Je n'hésite pas à dire que les votes qui seront donnés par plusieurs honorables députés lorsque le moment du scrutin sera venu, signifieront moins confiance dans le gouvernement que confiance en eux-mêmes afin de se cramponner à des sièges qui croulent sous eux.

Mais il prévoyait autre chose; il avait la vision d'un grand avenir. Parlant avec l'inspiration de Jean à Patmos, il avait cette remarque à faire:

On ne saurait entreprendre une réorganisation du cabinet; on ne saurait appeler au conseil les meilleurs hommes du parti, de crainte que les dangereux aléas des élections partielles ne réduisent encore cette majorité.

Puis il faisait sonner une note plus élevée, comme cela lui arrive souvent. Il demandait:

Est-il de l'intérêt d'une bonne administration des affaires du pays qu'un gouvernement soit si faible, si impotent?

Je voudrais citer à la députation de la grande province de Québec une autre remarque de leur grand chef, le ministre de la Justice.

Exclamations: Très bien! Très bien!

L'hon. M. BENNETT: Je suis heureux qu'on approuve mon intention, j'aime toujours à voir le mérite reconnu.

L'hon. M. LAPOINTE: Merci.

L'hon. M. BENNETT: Voici les paroles prononcées par mon honorable ami touchant l'esprit et les traditions parlementaires. Il parlait de la conservation du pouvoir par mon très honorable ami aujourd'hui chef de l'opposition (M. Meighen):

C'est violer directement l'esprit et les traditions de la constitution britannique, pour un parlement, que de se maintenir en fonction lorsqu'il est évident qu'il ne représente plus le peuple et n'a plus de lui ni appui ni confiance.

Appliquez ces mots à la situation actuelle et voyez s'ils ne sont pas tout à fait pertinents. Après les commentaires faits cet après-midi par l'honorable député de Kindersley (M. Carmichael), il est clair que, bien qu'un grand nombre de députés à la Chambre n'appartiennent pas au parti auquel je me rattache, ils appartiennent au groupe opposé au Gouvernement actuel, et il est clair, en outre, que le Gouvernement "ne représente plus le

peuple et n'a plus de lui ni appui ni confiance", et que son maintien en fonctions est une violation de l'esprit et des traditions de la constitution britannique. Mais d'autres orateurs, à part le ministre de la Justice ont fait alors des commentaires à peu près dans le même genre saisissant. Leur vision n'était pas aussi étendue ni leurs propos aussi pondérés, mais leurs remarques rimaient au même, dans une large mesure. Le monsieur qui était récemment le premier ministre du pays concluait un discours en ces termes, ainsi consignés aux débats de 1921:

Mais aujourd'hui il (le peuple) ne voit au pinacle que des quémandeurs de portefeuilles et des coryphées du pouvoir, ceux qui aiment le pain et le poisson, qui déploient leur phylactères, qui agrandissent la bordure de leurs vêtements, qui recherchent les chambres supérieures aux fêtes et les premiers sièges dans les synagogues, qui sollicitent les salutations dans les foires, qui nettoient l'extérieur de la coupe, mais qui, au fond, sont remplis d'extorsions et d'excès. La confiance dans la Gouvernement, monsieur l'Orateur, ne sera jamais restaurée tant que le peuple n'aura pas repris le contrôle du Parlement et de l'Exécutif.

Qui aurait cru que, dans quatre ou cinq ans, ces paroles s'appliqueraient si bien à son propre parti? Il y a l'histoire du festin et des premiers sièges à la synagogue, outre les salutations aux foires—je ne crois pas qu'il ait voulu dire foires mais emplacements de foires. Ainsi parlait, monsieur l'Orateur, les honorables députés, au moment qu'ils recherchaient les fonctions et convoitaient le pouvoir. Maintenant qu'ils ont obtenu les fonctions et le pouvoir, ils disent: "Oubliez notre passé et faites-nous confiance". Certes, les commentaires de l'honorable député de Kindersley, cet après-midi, indiquent suffisamment pourquoi il doit y avoir quelque difficulté à faire confiance au Gouvernement. Il m'a fait plaisir d'entendre mon honorable ami parler cet après-midi de l'indemnité, mentionnée par quelqu'un, car je me rappelle que durant sa visite dans l'Alberta au cours de la récente campagne, M. King parlant à Edmonton, en présence du ministre de l'Intérieur (M. Stewart), s'est exprimé ainsi d'après le compte rendu de la "Presse canadienne", relativement à sa majorité d'une voix dans le dernier Parlement:

Le premier ministre a parlé de sa majorité d'une voix dans le dernier parlement.

"Quoi" dit-il, si j'allais prendre mon dîner la majorité disparaissait. En formant son ministère cependant il avait pensé, trouver de l'autre côté de la Chambre assez d'appui pour exercer ses fonctions "On y penserait à deux fois", se disait-il, "avant de le renverser, à cause de l'indemnité de \$4.000".

Une VOIX: C'est de quoi s'inspirait l'idée.

L'hon. M. BENNETT: Cela expliquerait l'inspiration de ce que vous appelez l'idée dont parlait cet après-midi le député de Kindersley.